



**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

NOUVELLE-ZÉLANDE

Addendum

La communication ci-après, datée du 26 octobre 2016 et adressée par la délégation de la Nouvelle-Zélande, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

1. Le présent rapport donne des renseignements actualisés sur les activités menées par la Nouvelle-Zélande dans le cadre de ses engagements au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA) pour la période allant de juillet 2015 à juin 2016, ainsi que sur les activités prévues.

2. L'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC dispose ce qui suit: "Les pays développés Membres offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable."

3. Dans le présent rapport, le transfert de technologie s'entend au sens large, comme incluant la formation, l'enseignement et le "savoir-faire", ainsi que tout élément de capital. La Nouvelle-Zélande distingue quatre modes essentiels de transfert de technologie:

- a) les objets physiques ou le matériel;
- b) les compétences et les aspects humains de la gestion et de l'apprentissage technologiques;
- c) les dessins et modèles, qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie; et
- d) les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée.

4. Nous sommes heureux de constater que les PMA Membres souhaitent en savoir plus sur les résultats et le fonctionnement des programmes de transfert de technologie des Membres. Nous avons joint en annexe au présent rapport un tableau qui présente des exemples concrets de transfert de technologie à des PMA. Ce tableau répond aux observations qui ont été formulées par des PMA favorables à l'adoption d'un modèle de notification plus normalisé.

1 APERÇU DES INCITATIONS, DES TYPES DE TECHNOLOGIE ET DES MODES DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

5. La Nouvelle-Zélande s'efforce d'encourager le transfert de technologie vers les PMA par divers moyens:

- en promouvant l'instauration d'un environnement économique au sens large qui soit propice au développement des entreprises et institutions néo-zélandaises et leur permette de transférer des technologies à l'étranger;
- en encourageant les échanges de biens et de services et la mobilité de la main-d'œuvre; et
- en favorisant l'instauration d'un environnement qui garantisse le respect des droits de propriété intellectuelle; ainsi que par le biais de programmes de développement bilatéraux et régionaux.

Cependant, la Nouvelle-Zélande admet que les technologies les plus pertinentes et les plus efficaces sur le plan des coûts peuvent provenir d'autres pays (ce qui est compatible avec l'aide non liée).

6. La Nouvelle-Zélande favorise le transfert de technologie vers les PMA principalement dans le cadre du Programme d'aide néo-zélandais, géré par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAT). Le MFAT considère le transfert de technologie comme un élément fondamental pour réaliser son objectif global consistant à investir des fonds, des connaissances et des compétences pour faire du développement durable et de la réduction de la pauvreté une réalité dans les pays en développement.

7. Du fait de l'histoire, de la culture et de la situation de la Nouvelle-Zélande, le Programme d'aide néo-zélandais est avant tout géographiquement axé sur la région Pacifique et les principaux partenaires du pays en Asie. Les PMA avec lesquels la Nouvelle-Zélande maintient des programmes bilatéraux ou des programmes régionaux ciblés sont les Îles Salomon, le Vanuatu, le Cambodge, la RDP lao, le Myanmar et l'Afghanistan (qui sont tous des PMA Membres de l'OMC ou ayant le statut d'observateur), ainsi que l'Éthiopie, Kiribati, les Tuvalu et le Timor-Leste (les activités des pays non Membres de l'OMC ne sont pas couvertes dans le présent rapport).

8. Le programme d'aide néo-zélandais prévoit 12 priorités pour l'investissement qui reflètent les principales possibilités de développement de nos pays partenaires et s'appuient sur les points forts de la Nouvelle-Zélande. Les deux priorités phares sont les énergies renouvelables et l'agriculture, domaines dans lesquels la Nouvelle-Zélande peut offrir des compétences spécialisées. Les autres priorités visent des secteurs productifs clés (pêche et tourisme), une infrastructure adéquate (connectivité des TIC et transport), le développement humain (santé et éducation), ainsi que la gouvernance économique, le commerce et la mobilité de la main-d'œuvre, le droit et la justice, et les interventions humanitaires.

9. Les programmes bilatéraux et régionaux du Programme d'aide néo-zélandais assurent un transfert de technologie au moyen d'activités de formation et de perfectionnement et d'activités concernant l'infrastructure technologique. Le présent rapport donne une série d'exemples concrets d'activités de développement bilatérales et régionales qui entraînent un transfert de technologie vers les PMA. Les renseignements fournis sont fondés sur les critères d'établissement des rapports adoptés par le Conseil des ADPIC en février 2003.

10. Les activités des organismes multilatéraux auxquels la Nouvelle-Zélande fournit un financement de base ne sont pas mentionnées dans le présent rapport. Tous les montants sont en dollars néo-zélandais.

2 ACTIVITÉS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ASSURANT UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES PMA

2.1 EXEMPLES DE PROGRAMMES BILATÉRAUX AVEC LES PMA

11. À mesure qu'il évoluera, le Programme d'aide néo-zélandais inclura divers éléments de transfert de technologie. On trouvera ci-après quelques exemples actuels de programmes bilatéraux menés avec un certain nombre de PMA Membres de l'OMC.

2.1.1 Îles Salomon

12. Parmi les initiatives qui ont récemment bénéficié du Programme d'aide néo-zélandais, on retrouve:

- L'installation d'une centrale solaire de 1 mégawatt à Honiara, opérationnelle depuis le 10 mai 2016. Cette centrale sera la première à alimenter le réseau électrique d'Honiara à partir de ressources renouvelables; elle générera 4% de l'approvisionnement total en électricité d'Honiara et permettra à l'entreprise publique Solomon Power de réduire la consommation de gazole de plus de 450 000 litres chaque année. La Nouvelle-Zélande s'est associée aux Émirats arabes unis pour mettre ce projet en œuvre et a contribué à hauteur de 40% aux coûts liés à la capacité de production de la centrale.
- Le Programme d'aide néo-zélandais appuie l'organisme Caritas Aotearoa New Zealand, dans le cadre du Fonds concurrentiel des Partenariats, pour mettre en œuvre un projet pilote visant à installer, tester et adapter un nouveau système hybride (éolien et solaire) destiné à fournir de l'électricité aux collectivités et installations isolées. Si certains éléments individuels de ce système existent déjà, le projet pilote permettra de les intégrer dans un système hybride et de mettre au point les logiciels de communication et de supervision nécessaires pour résoudre les principaux problèmes sociaux et techniques qui ont entraîné l'échec d'autres initiatives similaires en raison d'un manque de soutien et de maintenance. La valeur totale de l'innovation s'élève à 100 000 dollars néo-zélandais (financement du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur: 90 000 dollars néo-zélandais; financement de Caritas: 10 000 dollars néo-zélandais). Caritas s'est associé à l'entreprise néo-zélandaise Powerhouse Wind Limited pour mener à bien le projet pilote. La mise en œuvre devrait débuter à la fin de 2016 ou au début de 2017 au centre de formation rurale Bishop Koete, sur l'île Ngela.

2.1.2 Vanuatu

13. La Nouvelle-Zélande, le gouvernement vanuatuan et la Banque mondiale œuvrent au projet d'électrification rurale du Vanuatu qui vise à fournir des énergies renouvelables abordables aux habitants des zones rurales. La Nouvelle-Zélande s'est engagée à verser 6 millions de dollars néo-zélandais sur six ans (2014-2020) dans le cadre du Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique. Le projet d'électrification rurale subventionnera le coût de systèmes solaires photovoltaïques "branchez et utilisez" n'exigeant qu'un entretien réduit pour environ 17 500 ménages, ainsi que 230 postes de santé et 2 000 salles municipales à but non lucratif dans les zones rurales. Le projet, qui a été mis en œuvre en 2014/15, a permis la fourniture de conseils techniques afin d'établir un code de pratique environnemental pour l'élimination des piles usagées; en 2015/16, deux vendeurs/détaillants se sont inscrits pour fournir des produits subventionnés à deux provinces, et un catalogue de produits fonctionnant à l'énergie solaire a été publié pour présenter la qualité et l'éventail de prix de six produits.

14. En 2015/16, la Nouvelle-Zélande a accordé plus de 5 millions de dollars néo-zélandais pour financer l'enseignement de base, y compris pour la mise en place d'infrastructures et la fourniture de manuels, la formation d'enseignants, l'élaboration d'un programme d'études intégré, la mise sur pied de systèmes de gestion de l'information, l'encadrement des directeurs d'école et l'organisation d'activités de gestion. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un programme de 14 millions de dollars néo-zélandais sur quatre ans – le programme d'appui à l'éducation au Vanuatu (VESP) – qui est mené en partenariat avec le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce extérieur. Le VESP a un certain nombre d'objectifs, incluant l'amélioration de la

qualité des locaux scolaires devant accueillir un nombre croissant d'élèves et l'augmentation à moyen terme du taux d'enfants ayant suivi une instruction élémentaire.

15. La Nouvelle-Zélande continue de travailler avec l'UNICEF et a alloué plus de 5 millions de dollars néo-zélandais sur quatre ans (2013-2017) à des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour améliorer la santé publique de communautés réparties dans quatre provinces (soit plus de 11 700 personnes); cette démarche vise à aider le gouvernement à réaliser son objectif qui est d'assurer l'accès à ce service à 91% de la population d'ici à 2018. L'UNICEF et la Nouvelle-Zélande ont détaché au Ministère de la géologie, des mines et de l'eau un conseiller technique de haut niveau dans le but de renforcer l'action du gouvernement du Vanuatu dans ce secteur. Cette activité contribue à cartographier les sources d'approvisionnement en eau dans l'ensemble du Vanuatu grâce à l'établissement, au sein du Ministère de l'eau, d'une plate-forme mobile de collecte de données qui utilise les téléphones intelligents pour cartographier les sources et enregistrer les renseignements pertinents; les fonctionnaires de ce ministère ont ainsi cartographié plus de 4 000 points d'eau dans le pays et devraient parvenir à cartographier la totalité de ceux-ci au cours du premier semestre de 2017.

2.1.3 Afghanistan

16. La Nouvelle-Zélande s'emploie à renforcer les capacités de l'Afghanistan pour mettre en œuvre un système à énergie renouvelable qu'elle a financé et offert au gouvernement afghan au milieu de l'année 2016. Le Programme d'énergie renouvelable (PER) contribue au développement économique dans la province de Bamyan grâce à l'électrification de la ville de Bamyan. Le Programme de renforcement des capacités et de soutien technique appliqué dans le cadre du PER aide la société afghane de distribution d'énergie à veiller au fonctionnement à long terme du système de 1 MW (quatre dispositifs photovoltaïques modulaires) et du réseau de distribution pour 2 490 connexions. Le projet vise à développer l'activité commerciale, à améliorer le fonctionnement des administrations provinciales et locales et à améliorer la qualité de vie grâce à un meilleur accès à l'éclairage, aux moyens de communication modernes et à l'informatique.

2.1.4 Myanmar

17. La Nouvelle-Zélande investit dans un projet de 6,1 millions de dollars néo-zélandais, appliqué sur cinq ans, en faveur de l'industrie laitière du Myanmar. Le projet "excellence laitière" du Myanmar vise à améliorer la quantité et la qualité du lait produit dans trois régions grâce à l'introduction de nouveaux types de gestion des fourrages et des pâturages, de techniques de gestion des animaux et des exploitations, et de protocoles de collecte, de transport et de traitement salubres et hygiéniques du lait et des produits laitiers. Dans le cadre du projet, des agriculteurs et des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation se sont rendus au Myanmar pour étudier les pratiques agricoles et de fabrication du fromage.

2.2 EXEMPLES DE PROGRAMMES RÉGIONAUX

18. La Nouvelle-Zélande assure le transfert de technologie vers les PMA et les aide à promouvoir l'investissement au moyen de plusieurs programmes d'aide régionaux. Dans certains cas, il est difficile d'isoler les dépenses spécialement consacrées aux PMA Membres, mais il ne fait aucun doute que les PMA Membres de ces régions tirent avantage de ces programmes.

2.2.1 Activités économiques et activités liées au commerce dans le Pacifique

19. Une bonne gestion économique et des politiques appropriées (par exemple réglementation des TIC) sont indispensables pour encourager le transfert de technologie, le commerce et l'investissement. Le Programme d'aide néo-zélandais verse des fonds à diverses organisations régionales qui fournissent des conseils économiques, contribuent au renforcement des capacités ou soutiennent le développement du commerce ou de l'investissement:

- le Centre d'assistance technique financière du Pacifique aide les pays insulaires du Pacifique à mieux gérer leur économie en leur fournissant des conseils techniques et un appui pratique en matière de gestion des finances publiques, de réglementation bancaire, d'administration fiscale, de gestion macroéconomique et de comptabilité nationale, et coordonne les efforts des donateurs dans ces domaines. La Nouvelle-Zélande s'est

engagé à accorder 12 millions de dollars néo-zélandais pour le cycle quinquennal en cours, qui prendra fin en juin 2020;

- le Bureau de l'Agence pour le commerce et l'investissement dans les îles du Pacifique, situé à Auckland, a pour mission d'élargir les possibilités offertes aux entreprises des îles du Pacifique dans les domaines du commerce, de l'investissement et du tourisme. La Nouvelle-Zélande consacre chaque année 900 000 dollars néo-zélandais à cet organisme.

20. Le Programme d'aide néo-zélandais soutient le développement et l'utilisation de statistiques commerciales de qualité dans les pays du Pacifique en finançant PC Trade, un logiciel informatique conçu par l'Office néo-zélandais de la statistique qui offre aux pays insulaires du Pacifique, y compris à plusieurs PMA, un système spécialement adapté à leurs besoins qui leur permet de recueillir des données commerciales et d'élaborer des rapports sur le commerce. Le système offre toute une gamme de fonctions, notamment le traitement des déclarations en douane et des manifestes; la gestion des prélèvements et des droits de douane et d'accise; l'application de certains codes à un niveau de détail plus élevé de l'Organisation mondiale des douanes; et l'enregistrement des transactions effectuées à la frontière. À partir de ces données, des rapports simples peuvent être élaborés et utilisés pour évaluer les progrès économiques et éclairer la prise de décisions. Une formation sur place et des services de soutien par le biais d'un service d'assistance sont également offerts dans le cadre de ce programme.

2.2.2 Activités environnementales dans le Pacifique

21. Le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur apporte un soutien financier au secrétariat du Programme environnemental régional du Pacifique (SPREP) (4,6 millions de dollars néo-zélandais sur la période triennale 2016-2018). Le SPREP fournit pour sa part des conseils techniques, un soutien dans le cadre du programme et une assistance en matière de renforcement des capacités aux pays et territoires insulaires du Pacifique dans les domaines de la gestion de la biodiversité et des écosystèmes, du changement climatique, de l'acidification des océans, de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution, ainsi que de la surveillance et de la gouvernance environnementales, facilitant ainsi le transfert de connaissances dans la région.

2.2.3 Programme agréé d'emploi saisonnier (RSE)

22. Le RSE est entré en vigueur en avril 2007. Il permet aux employeurs dans les secteurs de l'horticulture et de la viticulture d'embaucher des travailleurs saisonniers venant de l'étranger, de préférence du Pacifique. Ce programme vise à procurer aux employeurs néo-zélandais une source fiable de main-d'œuvre saisonnière en offrant à des travailleurs du Pacifique des possibilités de revenus et d'emploi. Pendant leur séjour en Nouvelle-Zélande, ces travailleurs ont aussi la possibilité d'améliorer leurs compétences et de suivre divers cours de formation variés.

23. Depuis 2007, plus de 64 000 travailleurs saisonniers bénéficiant du RSE ont travaillé dans les secteurs de l'horticulture et de la viticulture en Nouvelle-Zélande. Plus de 29 000 visas ont été accordés à des travailleurs venus de PMA du Pacifique (Îles Salomon, Kiribati, Tuvalu et Vanuatu).

24. Le Programme d'aide néo-zélandais apporte un soutien financier important au RSE, notamment grâce à:

- Un programme de 4,5 millions de dollars néo-zélandais, mis en œuvre en février 2012, visant à permettre à des travailleurs venus dans le cadre du RSE d'apprendre à lire, à écrire et à compter et d'acquérir des connaissances informatiques et financières de base. Il a été élargi et fournira désormais une formation à 5 900 travailleurs au total sur une période de quatre ans et demi (2012-2017).
- Un programme d'assistance de 6 millions de dollars néo-zélandais organisé par le Ministère de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'emploi pour renforcer la capacité des gouvernements du Pacifique à assurer le bon fonctionnement du RSE.

2.2.4 Programme de soutien à la coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA

25. L'Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA) prévoit un programme d'activités d'assistance technique appelé programme de soutien à la coopération économique dans le cadre de l'AANZFTA (AECSP). L'AECSP est financé conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Entre 2010 et 2015, il a bénéficié d'un budget total variant entre 20 et 25 millions de dollars australiens. La Nouvelle-Zélande verse 1 dollar australien chaque fois que l'Australie en verse 7.

26. Les projets financés par l'AECSP sont proposés à chacun des dix États membres de l'ASEAN, y compris trois PMA: le Cambodge, le Myanmar et la RDP lao. L'AECSP a pour but de faciliter la mise en œuvre de l'AANZFTA, de faire progresser les négociations sur le programme incorporé, de renforcer l'intégration économique entre les parties et d'accroître la participation à l'AANZFTA des entreprises.

27. Entre juillet 2015 et juillet 2016, de nombreux projets de l'AECSP ont favorisé le transfert de technologie, en particulier en ce qui concerne le transfert de compétences et les aspects humains de la gestion et de l'apprentissage technologiques. Voici quelques exemples de projets concernant le Cambodge, le Myanmar et la RDP lao:

- atelier visant à renforcer la capacité des organismes publics à recueillir et à traiter des données afin de quantifier l'utilisation des préférences tarifaires appliquées au titre de l'AANZFTA lors des échanges entre les parties;
- programmes de formation sur la transposition des listes de réductions tarifaires de l'AANZFTA et des Règles d'origine – règles par produit de la version 2012 du Système harmonisé au SH2017;
- examens de la politique d'investissement du Cambodge et de la RDP lao (en cours) effectués par l'OCDE;
- accroissement de la participation des petites et moyennes entreprises (PME) à l'AANZFTA;
- projet de renforcement des capacités dans le domaine des statistiques concernant le commerce international des services, visant à renforcer les capacités institutionnelles concernant la collecte et la communication de données; et
- phase 2 du projet sur l'adhésion au Protocole de Madrid, qui a contribué à l'adhésion du Cambodge et de la RDP lao au Protocole de Madrid en 2015 et aidé le Myanmar à élaborer sa législation sur les marques.

3 EXEMPLES DE PROGRAMMES MONDIAUX

3.1 Fonds des Partenariats pour le développement international

28. Le Fonds concurrentiel des Partenariats néo-zélandais pour le développement international a été créé en 2012 pour mettre les compétences et les capacités d'innovation des organismes caritatifs et d'autres organismes à but non lucratif du secteur privé et du secteur public de la Nouvelle-Zélande au service de la fourniture des activités d'aide aux pays en développement, un accent particulier étant mis sur le développement économique durable. Chaque année, des engagements de l'ordre de 30 millions de dollars néo-zélandais sont pris en faveur de partenariats entre des organismes néo-zélandais et des partenaires locaux sur le terrain pour la mise en place d'activités de développement. Parmi les activités qu'il a été décidé de mettre sur pied et de réaliser dans le cadre de ces fonds faisant appel à des modes essentiels de transfert de technologie, on citera les deux exemples suivants:

- élaborer un outil de gestion des risques dans le Pacifique fondé sur la résilience avec le Vanuatu et le Samoa pour permettre la collecte, l'analyse et l'application de renseignements sur les risques de catastrophes naturelles existants et futurs en vue de

réduire l'impact de futures catastrophes et de protéger le développement socioéconomique; et

- dispenser aux agriculteurs timorais une formation sur le système de riziculture intensive (SRI) pour accroître la production de riz afin de répondre aux besoins alimentaires des ménages et d'augmenter leurs revenus grâce à la production de quantités excédentaires destinées à être vendues aux pouvoirs publics et sur les marchés locaux.

3.2 Bourses accordées par la Nouvelle-Zélande

29. Le Programme d'aide néo-zélandais accorde des bourses aux ressortissants des pays en développement et des pays les moins avancés ciblés pour leur permettre d'obtenir une formation professionnelle ou de poursuivre des études supérieures en Nouvelle-Zélande ou dans la région du Pacifique. En 2015/16, quelque 1 710 étudiants de pays en développement et de PMA étudiaient en Nouvelle-Zélande grâce à ces bourses, dont le montant total était de 62,7 millions de dollars néo-zélandais. Les bourses accordées à des étudiants originaires des PMA Membres de l'OMC s'élevaient au total à 16,7 millions de dollars néo-zélandais environ en 2015/16. Un montant additionnel de 7 millions de dollars néo-zélandais a été alloué sous forme de bourses à des étudiants originaires des PMA qui n'étaient pas Membres de l'OMC (Éthiopie, Kiribati, Timor-Leste et Tuvalu).

30. Les bourses visent à améliorer les compétences, la formation et les connaissances des bénéficiaires afin qu'ils puissent contribuer au développement social et économique de leur pays. Elles ne sont attribuées que pour l'obtention de formations et de qualifications dans des domaines pertinents pour les besoins et priorités de chaque pays en matière de mise en valeur des ressources humaines.

4 AUTRES PROGRAMMES DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE COMPORTANT UN ÉLÉMENT DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

4.1 Propriété intellectuelle

31. L'Office de la propriété intellectuelle de Nouvelle-Zélande (IPONZ) fournit sur demande une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés dans le domaine de l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle, y compris la protection des obtentions végétales (voir le rapport établi en application de l'article 67).

32. Au niveau régional, l'IPONZ participe à des activités de formation pratique et d'échange d'informations. En novembre 2015, par exemple, un représentant de l'IPONZ a pris part à un cours de formation sous-régional sur les marques qui s'est tenu aux Philippines.

33. En mai 2015, l'Office néo-zélandais des droits des obtenteurs de variétés végétales (PVRO), a envoyé un expert et conférencier spécialiste de l'examen DHS au cours de formation de l'Agence coréenne de l'investissement étranger et de la coopération sur la protection des obtentions végétales et l'examen DHS, qui a eu lieu à Séoul (Corée du Sud). Les participants sont venus de onze pays d'Asie de l'Est, d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale.

34. L'IPONZ organise des visites d'étude à l'intention des représentants d'autres pays Membres; ainsi, cette année, il a pu partager son expérience et des indications précieuses concernant l'adhésion au Protocole de Madrid pour aider deux autres offices de la propriété intellectuelle à procéder aux préparatifs opérationnels. L'IPONZ a accueilli l'Office malaisien de la propriété intellectuelle en août 2015, ainsi que la Direction générale de la propriété intellectuelle indonésienne en novembre 2015.

ANNEXE 1¹

The following chart presents some examples of activities undertaken by the New Zealand Aid Programme. It is not an exhaustive list of activities but rather serves to provide examples of the institutions and enterprises that transfer physical capital and goods, know-how, information, and data to LDCs. This chart has been developed to show certain criteria as requested by LDCs at the October 2011 Workshop on Article 66.2.

1. NZAID BITLATERAL PROGRAMMES: Solomon Islands

Title of project/programme	Solomon Islands Photovoltaic Power Generation
Policy objective/purpose	To provide a 1 megawatt grid-connected solar farm in Honiara
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Solomon Power
Enterprises or other institutions providing technology transfer	United Arab Emirates
Targeted LDC Members	Solomon Islands
Types of incentives measures for technology transfer	Infrastructure
Field or sector of technology transfer activities	Renewable energy
Type of technology transferred	Energy infrastructure
Expected output related to technology transfer	Supply of renewable energy into the Honiara grid
Outcomes/ impact	Savings from reduced diesel costs; additional generation capacity to support demand growth; substitution of some diesel-generated power
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$3.5m
Duration	2015/16
Status	Recently completed
Contact point for information	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (MFAT)

¹ En anglais seulement.

Title of project/programme	Wind-solar renewable energy in Solomon Islands
Policy objective/purpose	To develop a complete wind-solar hybrid energy system that is suitable for isolated communities and facilities
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Solomon Islands Association of Rural and Vocational Training Centres
Enterprises or other institutions providing technology transfer	Caritas; Powerhouse Wind; Adakun Development Trust
Targeted LDC Members	Solomon Islands
Types of incentives measures for technology transfer	Infrastructure; training
Field or sector of technology transfer activities	Renewable energy
Type of technology transferred	Energy infrastructure
Expected output related to technology transfer	Installation of one turbine at one regional training centre benefiting 170 students and staff
Outcomes/ impact	Cost savings for regional training centres; potential income for regional training centres from marketing their new skills; scale-up opportunities
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$90k (for pilot)
Duration	2016/17
Status	Ongoing
Contact point for information	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (MFAT)

2. NZAID BILATERAL PROGRAMMES: VANUATU

Title of project/programme	Vanuatu Rural Electrification Project (VREP Phase I)
Policy objective/purpose	To deliver affordable renewable energy to people in rural areas.
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Department of Energy, Ministry of Climate Change Meteorology and Energy.
Enterprises or other institutions providing technology transfer	Pacific Regional Infrastructure Facility, World Bank
Targeted LDC Members	Vanuatu
Types of incentives measures for technology transfer	Subsidies, technical assistance
Field or sector of technology transfer activities	Renewable energy
Type of technology transferred	Low maintenance solar photovoltaic 'plug and play' systems, technical assistance to prepare Environmental Code of Practice and operations manuals
Expected output related to technology transfer	New solar 'plug and play' systems for 17,500 households, 230 health posts and 2,000 not-for profit community halls in rural areas.
Outcomes/ impact	Increased access to affordable renewable energy in rural areas.
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$6m
Duration	2014-2020
Status	Project ongoing
Contact point for information	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (MFAT)

Title of project/programme	Vanuatu Water and Sanitation
Policy objective/purpose	To improve the water and sanitation infrastructure in Vanuatu
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Department of Geology, Mines and Water
Enterprises or other institutions providing technology transfer	UNICEF
Targeted LDC Members	Vanuatu
Types of incentives measures for technology transfer	Technical assistance and capability building
Field or sector of technology transfer activities	Water and Sanitation, Information Management
Type of technology transferred	Mobile data collection platform for water source mapping
Expected output related to technology transfer	Information management systems established to support prioritization and development of water and sanitation.
Outcomes/ impact	Vanuatu's water and sanitation strengthened through more effective information management systems and technical assistance
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$5m
Duration	2013-2017
Status	Project ongoing
Contact point for information	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (MFAT)

3. NZAID BILATERAL PROGRAMMES: Afghanistan

Title of project/programme	Afghanistan Renewable Energy Programme Capability Building and Technical Support Programme
Policy objective/purpose	To promote opportunities for economic development in Bamyan province through the long-term electrification of Bamyan Town.
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Afghan government (district and provincial), businesses, people living and working in Bamyan town.
Enterprises or other institutions providing technology transfer	New Zealand companies
Targeted LDC Members	Afghanistan
Types of incentives measures for technology transfer	Infrastructure; capability building through technical assistance.
Field or sector of technology transfer activities	Energy
Type of technology transferred	Infrastructure; Capability building through technical assistance.
Expected output related to technology transfer	Ongoing operation of the New Zealand constructed 1MW system (4 modular PV systems) and distribution network through capability building of the local energy utility company responsible for operating, maintaining and managing the system.
Outcomes/ impact	Increased commercial activity for businesses. Improved functioning of provincial and district government. Improved quality of home life, including the benefits of lighting, modern communication and computer technology.
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$24.7m for REP and a further NZ\$0.95m for REP CBP
Duration	2011-2017
Status	Project ongoing
Contact point for information	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (MFAT)

4. NZAID REGIONAL PROGRAMMES: Pacific

Title of project/programme	Pacific Financial Technical Assistance Centre (PFTAC)
Policy objective/purpose	Improved economic management leading to sustainable economic growth across the Pacific Islands
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Government departments including Treasury, Revenue and Customs
Enterprises or other institutions providing technology transfer	PFTAC
Targeted LDC Members	Pacific Regional (including Timor-Leste)
Types of incentives measures for technology transfer	Capacity building through technical assistance and training.
Field or sector of technology transfer activities	Public Financial Management Revenue policy and administration Economic statistics Financial sector supervision Macroeconomic management
Type of technology transferred	The provision of technical advice and practical support in public financial management, banking regulation, tax administration, macroeconomic management and National Accounts, and in coordinating donor efforts in these areas.
Expected output related to technology transfer	Technical advice and capacity building delivered through advisory missions./On-demand remote advice (email, phone) Manuals and guidance notes on key issues. Regional and sub-regional training courses and seminars.
Outcomes/ impact	Improved economic management in the Pacific region through the provision of technical advice and capacity building to Pacific Island countries, in key areas of public sector financial management.
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$12m
Duration	2015/16–2019/20
Status	Project ongoing
Contact point for information	http://www.pftac.org/

Title of project/programme	PC Trade Programme
Policy objective/purpose	Supporting production of trade statistics by PICs
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Pacific Customs Departments and Pacific National Statistics Offices
Enterprises or other institutions providing technology transfer	Statistics New Zealand
Targeted LDC Members	Tuvalu, Kiribati
Types of incentives measures for technology transfer	Capability building through technical assistance
Field or sector of technology transfer activities	Production and utilization of trade statistics
Type of technology transferred	Trade statistics database, The provision of technical assistance and capability building
Expected output related to technology transfer	Design and installation of New Zealand-designed customs database and software replacement Technical assistance and training for helpdesk services
Outcomes/ impact	Improved quality and timeliness of trade statistics in Pacific will support better planning, decision-making, and evidence-based policy making. It will also provide a stronger evidence base to track effective aid and development results.
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$140k p.a.
Duration	2004-2017
Status	Project ongoing
Contact point for information	International and Business Performance Statistics, Statistics New Zealand

Title of project/programme	Recognized Seasonal Employer Scheme Strengthening Pacific Partnerships
Policy objective/purpose	Pacific states economic development improved by labour mobility initiatives and in-country horticulture enterprises
Partner Government agencies and others eligible for technology transfer	Government Departments, community leaders and Pacific groups
Enterprises or other institutions providing technology transfer	New Zealand Ministry of Business, Innovation and Employment
Targeted LDC Members	Solomon Islands, Vanuatu, Kiribati, Tuvalu
Types of incentives measures for technology transfer	Capacity building through technical assistance and training.
Field or sector of technology transfer activities	Information management; processes; communication and marketing; horticulture
Type of technology transferred	The provision of training and technical advice in information management, processes, knowledge, communication and marketing. In-country horticulture training planned.
Expected output related to technology transfer	Training, workshops and secondments to New Zealand for Government representatives, community leaders and groups. The focus will be on information management, processes, knowledge, communication and marketing.
Outcomes/ impact	Improvement in the management and coordination of labour mobility initiatives and improved horticulture skills and practices.
Budget or funds allocated (NZD\$)	NZ\$6m in total for Pacific Island countries
Duration	2011-2017
Status	Project ongoing
Contact point for information	For more information, see Annex 2

ANNEXE 2¹

1.2 Strengthening Pacific Partnerships (SPP)

1.3 Overview

13. The goal of the Strengthening Pacific Partnerships (SPP) programme is to increase economic benefits (incomes, skills and remittances) for Pacific Island Countries from labour mobility and improved capacity of Pacific Island Countries to administer labour mobility activities. The Activity provided technical assistance to participating Pacific states under five focus areas:

- (a) SPP technical assistance for the Recognized Seasonal Employer (RSE) scheme – provide technical assistance to participating Pacific states;
- (b) SPP technical assistance for wider labour export capability and skills development with input from other stakeholders;
- (c) improved regional cooperation around Pacific labour mobility by coordinating existing labour export and labour mobility activities at the regional level, share knowledge, address issues and reduce duplication relating to labour mobility;
- (d) measure the economic benefits of RSE in the Pacific (specifically in relation to remittances) by linking available data provided by the RSE tax code with information on which channels RSE workers are using to remit funds, and how they are spending their money;
- (e) facilitate opportunities for labour mobility in the New Zealand Fisheries and Canterbury trades industries

14. The long-term outcome as listed in the Results Framework of the SPP Programme is Pacific States' economic development assisted by labour mobility initiatives and in-country horticulture enterprises. This is to be achieved through:

- (a) sustained participation by Pacific States in RSE;
- (b) new business opportunities created from in-country horticulture skills and/or income from labour mobility initiatives; and
- (c) Pacific States' increased capacity to manage labour mobility (in addition to RSE).

15. The SPP Programme supported the expansion of New Zealand's *labour mobility sectors*, resulting from PACER Plus negotiations, into fisheries and construction. The aim of the new sectors was increased opportunities for overseas labour mobility for Pacific Island Countries (PICs). The 2015 extension into fisheries and construction had four key outputs:

- (a) the initiative matches PIC workers with employers;
- (b) preparation support for workers and PIC agencies;
- (c) support with settlement of workers, and
- (d) improve trades skills

The Activity currently supports RSE workers from Fiji, Tonga, Samoa, Vanuatu, Nauru, Kiribati, Tuvalu, Papua New Guinea and Solomon Islands.

¹ En anglais seulement.

1.4 Evaluation of SPP

16. The New Zealand Aid Programme has just completed an evaluation of the SPP Programme in anticipation of redesigning it for Phase Two, another five-year implementation.

17. The evaluation of the SPP programme (2016) found that the programme had succeeded in strengthening country Labour Sending Unit capacity through the development and implementation of their tailored country-based action plans. The Ministry of Business, Innovation and Employment has built up strong relationships with their Pacific counterparts, which has contributed to the success of the programme. However, the programme could be improved through a united results framework across all labour mobility sectors, possible expansion into reintegration support and a fit-for-purpose approach for each PIC.

18. The Activity will support regional priorities to increase labour mobility in the Pacific, especially to facilitate the economic growth of PICs through increased capacity, as outlined in the New Zealand Aid Programme Strategic Plan 2015-19.

19. For Phase Two, we would like to build on the success of Phase One, but also aim to:

- revise the scope and objectives (including looking at new sectors);
- ensure necessary Pacific regional coverage;
- improve the monitoring and evaluation framework;
- design an adaptive country-specific approach to support; and
- expand the pilot programmes

1.5 Quick Facts:

- The SPP Programme is implemented by the Ministry of Business Innovation and Employment (MBIE)
 - New Zealand Aid Programme has been funding the SPP programme for five years (NZ\$6million over five years)
 - The main role of the team at MBIE is to support Pacific Island states gain access to New Zealand labour mobility schemes by strengthening their capacity.
 - The Recognized Seasonal Employer (RSE) Scheme has been running since 2007 to support horticulture and viticulture growers lift productivity for a global market. A new visa setting was designed for the RSE scheme.
 - In support of New Zealand's commitment to PACER Plus and Pacific Labour Mobility, two new Labour Mobility schemes are being piloted in Construction and Fisheries using existing visa settings.
 - The pilots will be reviewed in 2017 to assess how they will be expanded. Currently they only involve Fiji, Tonga and Samoa.
 - The SPP Programme has been evaluated and will be redesigned, and the improved programme will be implemented from July 2017.
-